LE JOURNAL DE L'UNION DES JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES | UJR-FR.ORG | N°03 | Mai 2018

LE FIL ROUGE

prix libre

SOMMAIRE

>> Pages 2-3 : La jeunesse contre la casse du service public et la sélection à la fac
>> Pages 4-5 : Burkina Faso : Contribution de l'Organisation Démocratique de la Jeunesse
>> Page 6 : Palestine : campagne pour la libération des enfants palestiniens prisonniers en Israël

EDITO

LA JEUNESSE AU RENDEZ-VOUS DE LA CONTESTATION SOCIALE

Les cheminots sont en grève. Pour leur statut mais aussi pour un service public au service des usagers. En tant que jeunes, nous avons tout intérêt à les soutenir si nous ne voulons pas nous contenter des « bus Macron », moins chers certes, mais longs, fatigants et moins sûrs.
Dans les facs et les lycées, étudiants, lycéens et enseignants contestent la sélection qui va fermer l'entrée à la fac (loi Vidal) à beaucoup de bacheliers, empirant les inégalités sociales dans le système éducatif, rendant encore plus difficile l'accès de la jeunesse populaire à l'enseignement supérieur.

C'est par l'envoi des forces de l'ordres contre les étudiants, les « zadistes »..., que répond Macron. Et par le mépris !
Soi-disant « irraisonnables », « manipulés » et « sans mots d'ordre clairs », nous savons pourtant très bien pourquoi nous ne voulons pas de ces contre-réformes qui mettent de plus en plus « *les jeunes dans la galère, les femmes dans le précaire, les vieux dans la misère* ». Et nous continuerons à le dire de plus en plus fort : « *de cette société, on n'en veut par, on la combat !* »

Parallèlement, l'impérialisme français participe aux frappes militaires en Syrie aux côtés de l'impérialisme US et britannique. Alors que le gouvernement ne cesse de répéter qu'il n'y a pas d'argent pour financer les services publics, il en trouve toujours pour faire la guerre et bombarder d'autres pays ! Gaver le complexe militaro-industriel passe avant l'éducation, le transport, la santé où le logement... ! C'est la logique même du système capitaliste-impérialiste que nous combattons.

Soyons de plus en plus nombreux dans toutes les mobilisations à venir contre cette politique de guerre, de misère et de répression.

Toutes ces questions sont abordées dans ce troisième numéro de notre « *Fil rouge* » : l'intérêt pour la jeunesse populaire de combattre la casse des services publics, le mouvement contre la sélection et la répression qui mobilise de nombreuses facs et certains lycées...
Alors que 4 millions de Palestiniens, dont près de la moitié à moins de 20 ans, vivent colonisés ou parqués dans la « Bande de Gaza », nous expliquons aussi pourquoi l'UJR est signataire de la campagne pour la libération des enfants palestiniens enfermés dans les prisons israéliennes.
Une contribution de nos camarades de l'ODJ (Burkina Faso) – qui viennent de tenir leur congrès et que nous remercions vivement- nous éclaire sur le contexte et les causes profondes des attentats meurtriers qui ont frappés leur pays. Elle dénonce son « occupation larvée » par des soldats français et américains qui arrivent par centaines avec « *un passeport estampillé lutte contre le terrorisme* ». Elle rappelle aussi les impressionnantes mobilisations de la jeunesse populaire burkinabé que nous saluons.

Bonne lecture et rendez-vous pour le week-end qu'organise l'UJR du 13 au 15 juillet.

LA JEUNESSE CONTRE LA CASSE DU SERVICE PUBLIC

Le service public, nous les usagers, jeunes et moins jeunes, en avons besoin au quotidien. De l'École à l'Hôpital en passant par les transports en commun.
Plus les gouvernements se succèdent, plus les services publics sont réduits. La Poste et France Télécom ne sont que des exemples. A chaque fois, la même méthode est utilisée : on détériore le service pour justifier sa destruction. Aujourd'hui, il s'agit de privatiser le service du rail prétendument pas assez rentable. Mais un service public doit-il être rentable ? Ne doit-il pas servir à l'ensemble de la population sans distinction sociale. Est -il acceptable de supprimer un train de campagne qui permet à des centaines de personnes de ne pas être complètement coupées des services délocalisés dans les grandes villes plus attractives ? Les jeunes n'ont-ils pas le droit d'emprunter les trains et les TGV avec des prix abordables au lieu des solutions type « bus Macron » qui sont beaucoup plus lents, fatigants et moins sûrs ? Les tarifs des trains n'ont fait qu'augmenter considérablement depuis quelques années. Une méthode bien rodée pour vendre « l'avantage » de la privatisation qui réduirait selon eux les prix des billets.
Nous soutenons la grève des cheminots qui défendent leur statut et qui se battent pour un réseau ferroviaire au service des usagers et non pas pour la « rentabilité ».

DE LA MATERNELLE À L'UNIVERSITÉ : UNE MÊME POLITIQUE DE DESTRUCTION

Toutes ces reformes répondent à une vision politique que l'on peut qualifier de « libérale » et qui s'exprime ainsi : la première mission de l'école est de soutenir les marchés et la solution aux problèmes de chômage et d'inégalité réside dans une meilleure adéquation entre l'enseignement et les « besoins » économiques. Autrement dit, l'école doit être « rentable ». Cette logique est développée dans un rapport remis au ministre de l'éducation en 2004 : « *La notion de réussite pour tous ne doit pas prêter à malentendu. Elle ne veut certainement pas dire que l'école doit se proposer de faire que tous les élèves atteignent les qualifications scolaires les plus élevées. Ce serait à la fois une illusion pour les individus et une absurdité sociale, puisque les qualifications scolaires ne seraient plus associées, même vaguement, à la structure des emplois* ».
Dans les écoles publiques aussi, le constat est alarmant. Les enfants de ceux qui peuvent se le permettre sont inscrits dans des établissements privés et les autres sont accueillis dans les établissements publics où il n'y a pas de sélection sociale, raciale ou religieuse.
Les conditions d'enseignement dans les écoles publiques se dégradent. En effet, derrière des annonces et des décisions « chocs » comme les CP à 12 élèves dans les REP (Réseau d'Éducation Prioritaire), anciennement ZEP (Zone D'Éducation Prioritaire), se cache une réalité moins réjouissante. Les maîtres supplémentaires du dispositif « plus de maîtres que de classe » qui faisaient un travail depuis quelques années dans l'équipe pédagogique en prenant des groupes d'élèves pour consolider les acquis fondamentaux ont été supprimé. L'an prochain le gouvernement à d'ores et déjà annoncé que les CE1 seraient à 13 ou 14 dans les REP sans annoncer parallèlement l'ouverture de postes au concours. Où vont-ils trouver tous ces professeurs des écoles ?

Prenons un autre exemple : les enfants atteints d'un handicap. Autrefois, ces enfants étaient accueillis dans des IME (Instituts Médicaux Éducatifs) entourés par du personnel compétent, formé. Aujourd'hui ces enfants sont accueillis en maternelle au milieu d'autres enfants et leur prise en charge est quasi obligatoire au nom de la « scolarité pour tous ». Le mal être des professeurs des écoles confrontés à des enfants avec des handicaps lourds, qui ont en plus la dure tâche de l'annoncer à leurs parents, est profond. Ils ne sont pas formés à la gestion de ces enfants, mais sont dans l'obligation de les accueillir avec ou sans aide supplémentaire. Les AVS (Aides à la Vie Scolaire) sont souvent des femmes avec un contrat précaire de 2 ans, renouvelable 1 an.
L'objectif derrière ces mesures est la mise en concurrence des deux zones géographiques. Petit à petit l'Éducation n'est plus nationale, mais différente selon des zones.

Le service public est indispensable pour les usagers et notamment pour la jeunesse et les couches populaires. L'École, l'Hôpital, le réseau ferroviaire… font partie de notre vie quotidienne et leur privatisation va empirer les inégalités sociales. Nous refusons que le service public en général soit un instrument mis au service des marchés, que les usagers deviennent des « clients » avec des services à plusieurs niveaux, selon qu'ils soient riches ou pauvres.

CONTRE LA SÉLECTION ET LA RÉPRESSION À L'UNIVERSITÉ

La loi « orientation et réussite des étudiants (ORE) » consiste à généraliser la sélection des bacheliers pour accéder à l'université. Avec cette loi, le gouvernement prétend pallier aux échecs en premier cycle mais il ne donne aucun moyen pour y arriver ! La seule mesure qu'il met en place, c'est la sélection ! Empêcher les jeunes d'accéder à une formation de leur choix, en se basant sur des critères subjectifs, c'est les condamner très tôt à des cadres prédéfinis, ce qui va limiter leur liberté et leur capacité à innover et à s'épanouir.
Le gel des postes dans l'enseignement supérieur est de plus en plus visible, les amphis ne suffisent plus pour accueillir les étudiants et dans certaines facs, on compte même le nombre de craies utilisées par les profs !
Evidemment, le gouvernement n'est pas prêt à donner des moyens pour l'éducation, ni à accompagner les étudiants qui ont certaines difficultés à réussir dans les filières de leur choix. Par contre, pour bombarder la Syrie, pour mener des opérations militaires en Afrique et pour gaver le complexe militaro-industriel, les moyens seront toujours disponibles et toujours mis à disposition.

De nombreux étudiants et personnels universitaires ont exprimé leur refus de cette loi. Plusieurs contestations dans plusieurs universités ont eu lieu (Montpellier, Paris, Strasbourg, etc.). Les étudiants mobilisés contre cette loi ont subi la violente répression des forces de l'ordre et parfois des offensives de groupuscules d'extrême droite (notamment à Montpellier).
Avant la violente évacuation de Tolbiac par les CRS, nous avons été quelques militants de l'UJR à nous y rendre. Nous avons échangé avec quelques étudiants mobilisés et notamment avec une étudiante qui s'occupait de la cuisine. Elle nous a fait part des questions pratiques liées à l'organisation des tâches ménagères, l'organisation des ressources pour nourrir collectivement les étudiants sur place. Malgré des difficultés logistiques et dans le partage des tâches, elle exprimait son enthousiasme à prendre part à une expérience concrète d'occupation qui réussissait à tenir tête aux pressions du gouvernement, à la manipulation médiatique et à la répression des forces de l'ordre. Nous retiendrons de cet échange, l'expression d'une grande détermination à lutter contre une politique en contradiction avec les intérêts des étudiants et avec leurs aspirations à pouvoir étudier dans des conditions dignes et en ayant le choix de leur orientation, quelle que soit leur origine sociale.

Nous sommes ensuite revenus sur place lors d'une soirée de soutien à la grève des cheminots et lors d'un rassemblement suite à l'évacuation de la fac qui s'est terminé par une AG inter-facs à Censier.

L'UJR appelle à soutenir largement et activement la mobilisation étudiante contre la sélection à l'université (http://www.parcourssup.eu). Pour exprimer votre soutien à cette lutte, nous vous appelons à signer la pétition contre la sélection à l'université.
Nous refusons que la logique du profit s'applique au système éducatif et à l'université. Tout le monde a le droit d'avoir ses chances pour réussir dans la formation de son choix. Ce n'est pas seulement une revendication « technique » mais c'est avant tout un choix politique pour une société plus juste et plus émancipatrice.

BURKINA FASO - CONTRIBUTION DE L'ODJ :

ENTRE OCCUPATION IMPERIALISTE ET DYNAMIQUE REVOLUTIONNAIRE

C'est un truisme que de dire que le continent africain est aujourd'hui objet de convoitise. Pendant qu'au niveau sous régional, des forces impérialistes nommées « force Barkhane » et G5 Sahel finalisent leur projet de partage du gâteau sahélien, au niveau bilatéral, les puissances occidentales font les yeux doux aux pays qui les accueillent. C'est dans une telle dynamique qu'il faut comprendre le branle-bas de leurs troupes aux portes de nos pays. La France et les Etats-Unis d'Amérique ont à eux seuls plusieurs centaines de soldats sur le sol burkinabè. Au Niger voisin, en plus des maîtres coloniaux que sont les français, les troupes militaires allemandes, canadiennes et italiennes y convergent sans aucun obstacle. Mais que viennent faire toutes ces forces militaires en Afrique ?

UNE OCCUPATION LARVÉE EXPRIMÉE EN LUTTE CONTRE LE TERRORISME

A la suite de l'échec patent des politiques coloniales traditionnelles et du changement des rapports des forces après la seconde guerre mondiale, les puissances impérialistes passent à de nouvelles tactiques et méthodes pour bloquer le processus de libération des peuples dominés. En lieu et place d'une confiscation directe de la souveraineté et l'exercice direct du pouvoir d'Etat, elles usent de subterfuges et entourloupes pour se faire importantes aux yeux de nos Etats. Aujourd'hui, en plus des coups d'Etats téléguidés, la meilleure condition d'accès au sol africain est ce passeport estampillé « lutte contre le terrorisme ». Le hic, c'est que cette lutte, loin de résoudre l'inextricable équation du terrorisme, enfonce davantage le clou de la misère, de la décadence et de l'insécurité incontrôlable de nos sociétés.

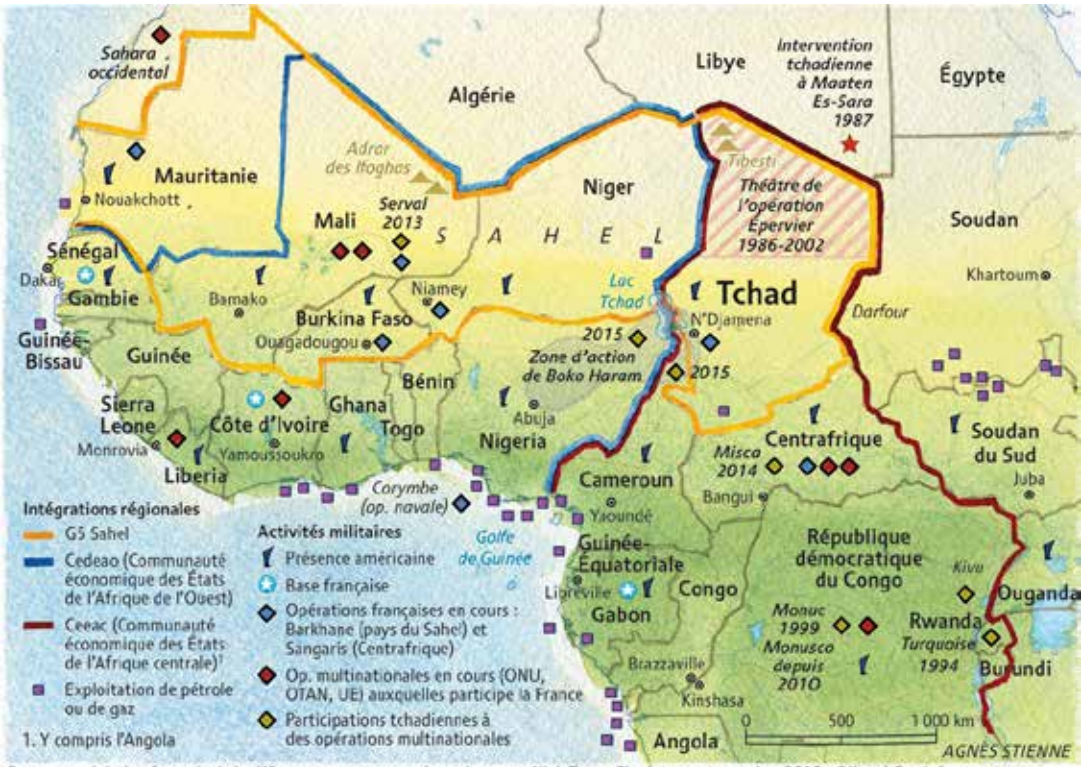
Tout comme les pays du Sahel de l'Afrique de l'Ouest, le Burkina Faso est régulièrement frappé par les attaques terroristes depuis bientôt 5 ans au nez et à la barbe des forces militaires étrangères, principalement celles françaises officiellement présentes sur le territoire national depuis 2010. Les attaques, les enlèvements et assassinats de citoyens (les enseignants et scolaires surtout au Nord), de responsables politiques ou administratifs sont légions et plombent le moral des populations, annihilant du coup les efforts d'une réelle amorce économique du pays. La capitale Ouagadougou a fait l'objet de plusieurs attaques terroristes meurtrières depuis 2016 : attaque du 15 janvier 2016, celle du 13 août 2017 et, tout récemment, la double attaque du 2 mars 2018 dont la puissance de feu, le mode opératoire et les symboles ciblés (l'ambassade de France et l'Etat-major général des armées burkinabé) montrent l'escalade et la violence du terrorisme djihadiste au Burkina Faso.

Il ne suffit donc plus de se contenter de dénoncer ces attaques, il faut comprendre leurs fondements et proposer une solution viable à la crise aigüe.

Tenez, le Burkina Faso occupait le 1er rang dans la culture et l'exportation du coton en Afrique jusqu'en 2016. Il est le 4ème pays africain le plus riche en or après l'Afrique du Sud, le Ghana et le Mali. Toujours dans l'or, le Burkina est classé 19ème sur les 55 pays au monde avec la Chine comme tête de proue. Le clinker (composant du ciment) vient d'y être découvert précisément dans l'Oudalan (extrême nord du pays). Le pays a un marché interne non négligeable avec 18 millions d'acteurs économiques. Le pays vient de découvrir des gisements d'uranium et de pétrole dans sa partie septentrionale. Pour ce qui est des mines, l'Institut Fraser classe le Burkina Faso au 2ème rang en Afrique après le Maroc et au 29ème dans le monde. Notre pays est de loin un grand exportateur du bétail. Le Sahel (le nord du pays) à lui seul procurerait la moitié des besoins de l'exportation. Et la liste est loin d'être exhaustive. Ces ressources, tout comme les économies du pays, font l'objet de pillage organisé (exemple : toutes les mines d'or industrielles en fonction, douze au total, sont la propriété exclusive des compagnies étrangères canadiennes, australiennes, etc.) ou de préparation au pillage. Un des leviers de ce pillage est le franc CFA crée et imposé par la France comme monnaie dans la zone franc africaine depuis le 26 décembre 1945. ●●●

●●● *Burkina Faso : Entre occupation impérialiste et dynamique révolutionnaire, suite*

Pour toutes ces potentialités africaines, les rivalités inter-impérialistes sont aujourd'hui si ouvertes qu'il ne se passe pas un trimestre sans que des opérations de charme ne soient orchestrées dans la région. Au moment où nous écrivons cet article, le maître mot dans la région et plus particulièrement au Burkina Faso est l'opération Fintlock initiée par le commandement militaire américain (Africom) dans les pays du Sahel. Selon ses géniteurs, cette opération vise selon un officier militaire burkinabè, « *à encourager les pays à coopérer ensemble au niveau de la région et également à stabiliser la région sahélienne au maximum face aux capacités de nuisances des groupes d'extrémistes violents* ». Mais aussi curieuse que cela apparaît, entre Barkhane piloté par la France et Fintlock, trouvaille des américains, il n'y a point un parfait amour. Et c'est là que la duperie politique trouve tout son sens.



Sources : ministère français de la défense ; www.troupesdemarine.org ; Nick Turse, The Intercept, octobre 2015 ; Oil and Gas Infrastructure.

A ces éléments de contexte, il faut ajouter les politiques antipopulaires et antisociales des pouvoirs successifs, totalement corrompus et soumis aux intérêts des puissances impérialistes, avec des conséquences incalculables comme la vie chère, le pillage organisé des zones rurales (expropriation des citoyens de leurs terres), le bradage des terres urbaines à travers des opérations mafieuses de lotissement, l'absence de politiques sérieuses de logements décents en faveur des couches défavorisées, les problèmes liées à la culture du coton, à l'orpaillage, l'impunité des crimes de sang et des crimes économiques, etc., tout comme l'aménagement clientéliste du territoire burkinabé marqué par un faible niveau de l'investissement dans la région sahélienne occasionnant le chômage massif des jeunes, le développement des frustrations affectives et sociales et du désespoir ; ce qui crée un terreau favorable au développement du terrorisme djihadiste, allié de l'impérialisme international et de la contre révolution.

Le ballet des armées étrangères en Afrique de l'Ouest notamment, au Burkina Faso, s'inscrit donc dans la stricte logique du maintien de nos pays toujours sous domination en vue de pomper ou ponctionner les importantes richesses naturelles nationales qui profitent trop peu aux masses laborieuses africaines, notamment la jeunesse populaire.
La visite du président français Emmanuel Macron, chef de file de l'impérialisme français, en novembre 2017 s'inscrit dans cette logique et dans la feuille de route des autorités burkinabè, à l'instar de celles de la France, au starting-block pour l'adoption d'une avalanche de loi liberticides et antisociales.

C'est dans ce contexte que le peuple burkinabè développe et intensifie des luttes contre les politiques de prédation, le développement du terrorisme djihadiste, contre la présence des bases militaires, françaises notamment, contre la domination économique et pour l'avènement de la démocratie et du progrès social véritables. Dans un tel contexte austère, la jeunesse populaire (principalement de jeunes paysans, miniers, orpailleurs ; jeunes du secteur informel et chômeurs, etc.) mobilisée au sein d'organisations progressistes et révolutionnaires comme l'Organisation démocratique de la jeunesse du Burkina (ODJ), se bat inlassablement aux côtés du peuple insurgé et résistant du Burkina Faso. Mais la capacité de l'ODJ de mobiliser la jeunesse au niveau des communes et hameaux de culture est si impressionnante qu'elle fait l'objet de liquidation.
Depuis 2014 jusqu'à nos jours, nous dénombrons cinq camarades tués, des centaines d'autres arrêtés et jugés et un nombre incalculable d'interdictions de tenir des activités. Les menaces sont aussi bien réelles que quotidiennes mais cela n'entame en rien l'ardeur des camarades déterminés qu'ils sont aux côtés de leur peuple pour l'avènement d'un changement véritable au profit de tout le peuple. Le dernier congrès de l'ODJ tenu les 5, 6 et 7 avril 2018 a vu le renouvellement de l'instance dirigeante et la prise de plusieurs actes. La lutte pour les droits sociaux et politiques de la jeunesse et pour un changement qualitatif continuera de plus belle.

Le Bureau Exécutif National
Organisation Démocratique de la Jeunesse

PALESTINE : LIBÉRATION DES ENFANTS PRISONNIERS D'ISRAËL !

Logo officiel de la campagne

Le peuple palestinien est un peuple colonisé, encerclé et bombardé par Israël mais il continue à résister de toutes ses forces et par tous les moyens dont il dispose. Rien que dans la « Bande de Gaza », où il y a 2 millions de Palestiniens, dont près de la moitié a moins de 20 ans, plus de 40 civils ont été assassinés par l'armée israélienne et 4 000 blessés depuis le 30 mars dernier lors des « marches du Retour » qui ont suivi le jour de la Terre. Ceci n'est qu'un exemple parmi d'autres de la situation de ce peuple occupé mais qui ne relâche pas sa détermination à briser cette occupation.

Pour apporter une solidarité concrète avec le peuple palestinien, l'UJR est devenue membre de la campagne pour la libération des enfants palestiniens prisonniers d'Israël à l'initiative de la coordination des associations palestiniennes et avec le soutien de plus de 120 personnalités, associations, organisations syndicales et politiques.

Nous avons souhaité apporter notre soutien à cette campagne pour dénoncer la situation des mineurs palestiniens emprisonnés en Israël, jugés comme des adultes, en violation, notamment, de la Convention internationale sur les droits de l'enfant.
Le cas de Ahed Tamimi, adolescente palestinienne condamnée à huit mois de prison pour avoir giflé un soldat israélien qui menaçait sa maison, a mis en lumière le traitement souvent infligé aux mineurs par la justice israélienne : impossibilité de se défendre, isolement, menaces verbales et torture.

Cette campagne exige la libération immédiate de tous les enfants palestiniens emprisonnés dans les geôles israéliennes. Ils sont actuellement 330 incarcérés et 700 environ sont poursuivis chaque année par les tribunaux militaires.

Nous avons déjà participé à plusieurs initiatives de la campagne en faisant signer la pétition, seuls ou avec d'autres organisations ces dernières semaines.

Nous appelons tous nos contacts, nos sympathisants et tous les jeunes révoltés contre l'occupation israélienne à nous rejoindre pour signer et faire signer cette pétition !

RÉUNION-DÉBAT

SAMEDI 12 MAI - 14H

Café La petite Louise
54 Rue du Château d'Eau Paris 10e
Métro Chateau d'eau

WWW.UJR-FR.ORG Union des Jeunes Révolutionnaires

POUR NOUS CONTACTER

UJR France
contact@ujr-fr.org
ujr-fr.org

PROCHAINS RENDEZ-VOUS POUR NOUS RENCONTRER

Manifestation du 1er Mai 2018
Stand UJR sur le parcours de la manifestation

Samedi 12 Mai 15h Manif
en soutien à la Marche du retour et au Soumoud palestinien - Paris : République

Rencontre annuelle de l'UJR

Venez nous retrouver pour un week-end de débats et de détente les

13-14-15 juillet

à Villeneuve sur Bellot (77510)